BOD/2012/11DOC 02
Réunion du Conseil d'administration
Paris, France
19-20 novembre 2012

ÉTAT D'AVANCEMENT ET RESULTAT DES ACTIVITES DU SECRETARIAT DU GPE

Pour information

1. OBJET

Le présent rapport fait le point sur les activités et les résultats du Secrétariat, et engage une réflexion sur l'évolution des relations entre le Secrétariat et le Conseil d'administration. Il s'articule autour d'une présentation des produits du plan de travail et de l'utilisation du budget à ce jour. Il recense également les domaines susceptibles de connaître des pressions budgétaires.

2. DECISION RECOMMANDEE

Ce rapport est présenté à titre d'information/commentaire uniquement ; aucune décision n'est demandée au Conseil d'administration à ce stade.

3. RESUME ANALYTIQUE

Au 22 octobre, le Secrétariat avait dépensé 25 % de son budget annuel, soit légèrement plus que le pourcentage projeté d'environ 23 %. Son programme de travail prévoyait les opérations suivantes : assistance à 24 pays qui préparent et mettent en œuvre des plans sectoriels de l'éducation ; soutien à l'initiative L'éducation avant tout du Secrétaire général des Nations Unies et co-parrainage des manifestations parallèles de l'Assemblée générale des Nations Unies ; et organisation à Bangkok d'un atelier sur la lecture destiné à 150 participants en provenance de 12 pays asiatiques, et de la première réunion jamais tenue de l'ensemble des groupes africains à Accra, où 26 pays ont été représentés. Le Secrétariat a également examiné et approuvé les financements pour la préparation du plan sectoriel de l'éducation de 10 pays et les financements pour la préparation du programme

de six pays. Des contraintes budgétaires devraient peser sur certaines catégories de dépenses, notamment les déplacements, les services fournis dans le cadre de manifestations (interprétation et traduction comprises), et l'occupation des bureaux.

4. CONTEXTE

4.1. *L'utilisation du budget en bref :* au 22 octobre 2012[1], le montant des ressources budgétaires du Secrétariat approuvées par le Conseil d'administration effectivement utilisées s'élevait à 2 879 millions de dollars EU. Le tableau 1 ci-dessous en présente la ventilation selon les grandes catégories de dépenses. Les tableaux 2 à 4 fournissent des informations sur les dépenses correspondant à trois grandes manifestations organisées durant cette période : i) l'appui à l'initiative L'éducation avant tout du Secrétaire général des Nations Unies et les manifestations parallèles du GPE à l'Assemblée générale des Nations Unies ; ii) l'atelier sur la lecture organisé à Bangkok en septembre ; et iii) la réunion du Comité consultatif financier qui s'est tenue en octobre. Les décaissements pour les financements pour la mise en œuvre des programmes s'élevait à 320 millions de dollars EU au 31 octobre (voir l'Annexe 2 pour les décaissements par pays au 30 septembre 2012).

[1] Nous retenons le 22 octobre 2012 plutôt que le 3 septembre 2012 pour date de fin de période de déclaration de manière à fournir les informations les plus à jour possible. Les chiffres concernant l'utilisation du budget seront actualisés aux fins de présentation à la réunion du Conseil d'administration en novembre 2012.

Tableau 1
Dépenses prévues/dépenses réelles par grandes catégories de dépenses (juillet 2012-22 octobre2012)

		Prévisions sur 18 mois- juil. 2012-déc. 2013	Dont 12 mois. Juillet 2012 - juin 2013	Dépenses réelles – juil. 2012 – 22 oct 2012	% d'utilisation du budget sur 18 mois	% d'utilisation du budget sur 12 mois
1	**Coûts de la main-d'œuvre (salaires et prestations)**	**13,058**	***8,221***	**1,816**	**14 %**	**22 %**
	Personnel de base	**11,523**	***7,151***	**1,542**	**13 %**	22 %
	Personnel sous contrat à durée déterminée			0,971		
	Consultants à long terme			0,571		
	Consultants à court terme	**1,535**	***1,070***	**0,274**	**18 %**	26 %
	Dont :					
	. Soutien aux GLPE/autres types d'aide aux pays			*0,032*		
	. Réunions du Conseil d'administration, y compris celles des groupes/CCF/AG ONU/Groupe de travail chargé de l'élaboration du Plan stratégique/Mobilisation ressources			*0,070*		
	. Suivi et évaluation et rapport de résultats			*0,038*		
	. Communications			*0,034*		
	. Soutien aux priorités stratégiques			*0,056*		
	Autre (Admin.)			*0,045*		
2	**Déplacements**	**2,100**	***1,400***	**0,454**	**22 %**	**32 %**
	Personnel de base			**0,338**		
	Dont :					
	. Soutien aux GLPE/autres types d'aide aux pays			*0,146*		
	. Réunions du Conseil d'administration, y compris celles des groupes /CCF/AG ONU/ Groupe de travail chargé de l'élaboration du Plan stratégique/Mobilisation ressources			*0,076*		
	. Réunions/conférences avec les partenaires			*0,035*		
	. Ateliers financés par le Secrétariat			*0,082*		
	. Formation continue					
	. Autre					
	Consultants à court terme			**0,115**		
	Dont :					
	.Soutien aux GLPE/autres types d'aide aux pays			*0,000*		
	. Réunions du Conseil d'administration, y compris celles des groupes /CCF/AG ONU/ Groupe de travail chargé de l'élaboration du Plan stratégique/Mobilisation ressources			*0,071*		
	.Réunions/conférences avec les partenaires			*0,004*		
	. Participation à des ateliers financés par le Secrétariat			*0,040*		
3	**Conseil d'administration/CCF/autres manifestations (hors déplacements)**	**1,125**	***0,659***	**0,249**	**22 %**	**38 %**
	Coût des manifestations (hors déplacements)		*0,280*	0,086		31 %
	Contributions à d'autres manifestations			0,039		
	Traduction/interprétation		*0,379*	0,124		33 %
4	**Autres dépenses**	**1,793**	***1,399***	**0,360**	**20 %**	**26 %**
	Occupation de bureaux		*0,556*	0,171		31 %
	TI et communications		*0,260*	0,085		33 %

Séminaires, frais de représentation et de réception			0,001		
Fournitures/publication/image de marque		*0,055*	0,027		50 %
Formation du personnel		*0,028*	0,000		1 %
Achat de logiciels		*0,500*	0,058		12 %
Autres dépenses			0,018		
Dépenses totales	**18,076**	***11,679***	**2,879**	**16 %**	**25 %**
dont :					
Fonds du GPE	*16,590*	*10,273*	*2,623*	*16 %*	*26 %*
Fonds USAID	*1,486*	*1,406*	*0,256*	*17 %*	*18 %*

Tableau 2
Soutien à l'initiative L'éducation avant tout du Secrétaire général des Nations Unies et aux manifestations de l'Assemblée générale des Nations Unies
New York, septembre 2012
(en dollars)

	Personnel	Consultants à court terme/autres	Autres dépenses	Total
Voyages	**33 197**	**17 477**		**50 674**
Avion/train	4 615	9 298		13 913
Hôtels	19 372	5 387		24 758
Repas/Taxi/autres frais de déplacement	9 210	2 793		12 003
Honoraires des consultants à court terme		**10 544**		**10 544**
Contributions aux manifestations parallèles et à la réception du Pacte mondial			**40 350**	**40 350**
Divers (services d'impression, de traduction, de messagerie)			**7 908**	**7 908**
Total	**33 197**	**28 021**	**48 258**	**109 476**

Tableau 3
Atelier sur la lecture -- Bangkok, septembre 2012
En dollars

	Personnel/ Intervenants	Participants à l'atelier	Autres dépenses	Total
Billets d'avion	26 197	30 523		**56 720**
Hôtel/Per diem	10 167	20 762		**30 929**
Lieu de réunion			43 637	**43 637**
Organisation de la conférence			13 000	**13 000**
Interprétation/ Traduction			11 000	**11 000**
Impression, expédition, achat de clés USB			3 185	**3 185**
Total	**36 364**	**51 285**	**70 822**	**158 471**

Tableau 4 Réunion du CCF- Washington, octobre 2012 en dollars	
Billets d'avion	18 718
Transferts de l'aéroport	950
Hôtel – hôtes de marque	3 569
Per Diem – hôtes de marque	1 005
Restauration	5 259
Interprétation	6 702
Total	36 203

4.1.1. Les dépenses réelles correspondent ou sont supérieures aux dépenses projetées dans plusieurs grandes catégories. Les dépenses en personnel de base (salaires et prestations du personnel sous contrat à durée déterminée et des consultants à long terme) représentent 22 % de l'estimation annualisée, ce qui correspond approximativement aux prévisions. Le taux d'utilisation des consultants à court terme s'établit à 26 % de l'estimation pour l'année, chiffre légèrement supérieur aux projections mais inférieur de 40 % à la même période de l'année précédente. Les frais de déplacement s'élèvent à 32 %, soit un taux sensiblement supérieur aux projections. Ce dépassement tient essentiellement à l'intensification des efforts du Secrétariat pour soutenir les objectifs du Plan stratégique, à savoir :i) 25 pays visités par les coordinateurs-pays, ce qui témoigne d'une gestion très active du portefeuille ; ii) un atelier organisé à Bangkok en septembre à l'intention de 150 participants en vue d'améliorer les résultats des pays asiatiques partenaires en lecture ; iii) la participation des services de Secrétariat à des réunions internationales de premier plan, dont celles portant sur les États fragiles et l'éducation des filles ; et iv) des déplacements associés aux activités du Conseil d'administration, notamment des réunions du Groupe de travail chargé de l'élaboration du Plan stratégique, la réunion du CCF, les activités de mobilisation des ressources et les déplacements au titre de l'appui au Président.

4.1.2. Les frais de traduction dépassent aussi les projections et devront être réévalués au cours des prochains mois. Les dépenses associées à quatre mois d'occupation des bureaux représentent 31 % des prévisions annuelles ; les frais liés à l'achat d'espaces de bureaux supplémentaires en novembre-décembre 2012

vont exercer de nouvelles pressions sur les coûts. Les dépenses en technologies de l'information et en communications s'établissent à 33 % du budget annuel, ce qui tient aux moyens supplémentaires nécessaires compte tenu du nombre grandissant d'employés et de consultants du Secrétariat.

4.2. *État d'avancement des activités de recrutement par rapport aux prévisions :* le Secrétariat exécute actuellement le plan de dotation en personnel présenté dans le document BOD/2012/09 DOC 01. Depuis la réunion du Conseil d'administration de juin 2012, 6 personnes ont rejoint le Secrétariat à titre de personnel sous contrat à durée déterminée/consultants à long terme/personnel détaché et quatre l'ont quitté.

4.3. Des efforts intensifs sont actuellement déployés pour mener à terme le recrutement des postes prioritaires, et le Secrétariat a publié simultanément plusieurs annonces de postes à pourvoir de manière à simplifier les processus d'examen des candidatures et d'entretien.

5. REVISIONS ENVISAGEABLES DES ALLOCATIONS BUDGETAIRES ACTUELLES

5.1. Le plan de travail et le budget actuel sont mis en œuvre dans le cadre de l'autorisation en vigueur, à savoir le document BOD/2012/09 DOC 01. Le Secrétariat poursuit l'exécution de son programme dans l'objectif d'appuyer la mise en œuvre du Plan stratégique. Néanmoins, nous prévoyons qu'à la suite de ses prochaines discussions le Conseil d'administration adressera au Secrétariat de nouvelles demandes qui appelleront probablement des ressources supplémentaires. Nous envisageons de préparer une demande de budget révisé lorsque le plan d'exécution aura été finalisé et/ou lorsque le nouveau Directeur général aura pris ses fonctions.

6. EXECUTION DU PLAN DE TRAVAIL

6.1. Un aperçu de l'exécution et des produits du plan de travail pour chaque équipe du Secrétariat est affiché sur le site Web du Conseil d'administration. Ces quatre derniers mois, l'équipe de soutien aux pays s'est rendue dans 24 pays en développement partenaires. Elle a approuvé des financements pour la préparation du plan sectoriel de l'éducation pour 10 pays, et des financements pour la préparation du programme pour six pays (voir l'annexe 1) ; dans le même temps, elle a favorisé l'approbation de plans

sectoriels dans quatre pays et conduit dix examens de la qualité ou consultations initiales. Elle a mis la dernière main au Guide du processus GPE au niveau des pays, aux mandats des agences de coordination, des entités de supervision et des entités de gestion, et élaboré des Directives pour la préparation et l'évaluation des plans sectoriels de l'éducation en collaboration avec l'IIEP. Elle a également préparé une proposition en vue d'accélérer le soutien du Fonds du GPE dans les situations d'urgence et dans les premières phases de redressement.

6.2. L'équipe de mobilisations des ressources, qui fait partie du bureau de direction du Secrétariat, s'est rendue au Moyen-Orient, en Europe, au Japon et en Corée. Elle a contribué au lancement public du Plan stratégique du GPE, intervenu pendant la semaine de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, en septembre, et participé dans le même temps à celui de l'initiative L'éducation avant tout du Secrétaire général des Nations Unies. L'équipe a également piloté l'élaboration d'un plan d'exécution pour le Plan stratégique. L'équipe de soutien au Conseil d'administration, qui fait également partie du bureau de direction, a organisé, en collaboration avec le projet allemand BACKUP, une réunion des trois groupes africains à Accra, à laquelle 26 délégations nationales ont participé.

6.3. L'équipe des bonnes pratiques mondiales a accueilli un atelier sur la lecture à l'intention de 150 participants en provenance de 12 pays asiatiques à Bangkok en septembre 2012. Elle a organisé un atelier sur les textes et manuels de lecture qui servira de base à l'élaboration de modules d'enseignement en ligne destinés à l'ensemble des partenaires. Elle a créé une communauté de pratiques sur l'acquisition des compétences de base en calcul dans les petites classes et testé des systèmes d'évaluation et de suivi afin de mesurer l'indicateur de maîtrise du calcul dans le Plan stratégique. En collaboration avec l'UNICEF et la Banque mondiale, l'équipe a participé, à l'intention de 11 pays africains, à la préparation d'un atelier sur l'introduction du développement de la petite enfance dans le cadre d'une démarche qui profite aux pauvres mais qui possède néanmoins un contenu cognitif. Elle a collaboré avec différents partenaires en vue d'identifier et de fournir des services pour les enfants non scolarisés, notamment les enfants handicapés, et de conduire une étude sur la fourniture peu coûteuse de lunettes aux enfants scolarisés au Cambodge. Elle a mis la dernière main au rapport de résultats et à un rapport sur l'efficacité de l'aide dans le secteur de l'éducation.

6.4. L'équipe chargée des communications et des relations extérieures a conduit la campagne visant à informer les médias sociaux de l'initiative L'éducation avant tout,

dans le cadre d'une étroite coopération avec les organismes des Nations Unies, les bailleurs de fond et les OSC. Elle a organisé les relations avec la presse et les médias sociaux pour une manifestation sur l'éducation dans les situations de conflit et d'urgence humanitaire tenue en parallèle à l'Assemblée générale des Nations Unies, et lancé un concours mondial de photos et de vidéos qui recense aujourd'hui plus de 300 contributions en provenance de plus de 50 pays et 94 partenaires de parrainage, dont des organismes multilatéraux, le secteur privé, des donateurs, des enseignants ainsi que des organisations locales et internationales de la société civile. Elle a également créé des sites de partage de documents pour le Conseil d'administration et le CCF, et publié des bulletins d'information électroniques mensuels en anglais et en français.

6.5. L'équipe chargée des finances, du portefeuille et de l'administration a établi le rapport de la réunion de juin 2012 du CCF, examen annuel du portefeuille compris, pour transmission au Conseil d'administration. Elle a organisé la réunion du CCF d'octobre 2012 et rédigé les documents suivants aux fins d'examen par le Conseil d'administration : l'examen annuel de la liste indicative des dons au titre de la mise en œuvre des programmes ; un point de vue sur les normes concernant les entités de supervision et de gestion ; et des prévisions financières pour le Fonds du GPE comportant des scénarios de financement. Elle a diffusé à six entités de supervision et de gestion potentielles un accord type aux fins de discussion. Elle a préparé la demande de budget du Secrétariat aux fins d'approbation par le Conseil d'administration (31 juillet 2012) et engagé un exercice de planification du personnel et des procédures de recrutement.

7. REFLEXIONS SUR L'EXECUTION DU PLAN DE TRAVAIL DU SECRETARIAT

7.1. Après quatre mois de mise en application du plan de travail du Secrétariat pour 2012, plusieurs questions et possibilités se sont présentées qui appellent une réflexion attentive du Conseil d'administration. Certaines existent depuis longtemps, d'autres sont plus récentes. Cette section en présente un synopsis rapide, ainsi que quelques observations quant à la façon dont elles peuvent être traitées.

7.2. *Trouver le point d'équilibre.* Le Plan stratégique du Partenariat mondial peut être vu comme une tentative de concilier deux tensions fondamentales au sein du Partenariat : l'importance qu'il attache de longue date à la planification et à la prise en main par les pays et la priorité plus récente qu'il accorde aux résultats fondés sur des éléments factuels. L'aptitude du Secrétariat à maintenir l'attention mobilisée sur les

objectifs stratégiques du GPE tout en respectant le rôle directeur des pays sera un facteur déterminant de sa réussite pendant de nombreuses années à venir. Il est indispensable d'établir cet équilibre pour assurer la pertinence future du Partenariat ; ce problème mérite d'être minutieusement examiné par le Conseil d'administration.

7.3. *Renforcer la relation de travail entre le Conseil d'administration et le Secrétariat*. La mise en œuvre du nouveau Plan stratégique dépendra d'une relation de travail plus fort entre le Conseil d'administration et le Secrétariat, et d'une augmentation de mécanismes structurés de consultation réciproque sur des questions de fond. Il sera également important que les ordres du jour du Conseil privilégient les opérations et les résultats liés aux objectifs du Plan stratégique. Il se peut également que les instruments dont le Conseil d'administration dispose pour formuler des décisions et entretenir le dialogue entre les réunions en présentiel soient inadéquats et appellent un réexamen. Par exemple, le système de non-objection pour les décisions qui devraient être prises entre les réunions du Conseil d'administration ne s'est pas révélé particulièrement flexible et a favorisé les retards et l'incertitude. Des audioconférences et des briefings supplémentaires, ainsi que des approches plus souples à la prise de décision intermédiaire ou déléguée méritent la considération du Conseil.

7.4. *Permettre aux pays en développement partenaires de participer davantage aux processus de décision*. Les dispositifs de groupe en vigueur au sein du Conseil d'administration ont déjà eu pour effet de renforcer la participation des pays en développement partenaires. La récente réunion des trois groupes africains montre que l'occasion s'offre au Partenariat mondial de jouer un rôle de premier plan, à l'échelle mondiale, en permettant à ces pays de mieux se faire entendre dans le cadre des processus de décision. Néanmoins, ces dispositifs n'ont pas encore livré leur plein potentiel à cet égard, et la participation des pays en développement partenaires aux échanges sur les politiques qui interviennent entre les séances du Conseil d'administration dans le cadre d'audioconférences et de groupes de travail est mitigée. Les réunions d'Accra ont donné lieu à plusieurs suggestions informelles sur les meilleurs moyens de résoudre ce problème. Il importe que les échanges entre les groupes aboutissent à des propositions opérationnelles concrètes qui seront soumises au Conseil d'administration aux fins de discussion et de décision.

7.5. *Faire progresser l'AMR*. Le Secrétariat et le Conseil ont déployé des efforts considérables pour lancer le Programme d'activités mondiales et régionales (AMR). Toutes les mesures doivent maintenant être mises en œuvre pour assurer que l'AMR

rassemble tous les partenaires, y compris les gouvernements des pays en développement, autour d'un programme audacieux fondé sur des données probantes qui garantit l'optimisation des dépenses et des retombées en termes de développement. Il faut que l'AMR devienne un programme mobilisant le plus grand nombre au sein du Partenariat. Une volonté de transparence et d'apprentissage par la réflexion peut garantir que ce programme réalise son plein potentiel en vue d'intégrer les objectifs du Plan stratégique dans tous les projets de financement du secteur de l'éducation au cours des prochaines années.

7.6. *Jouer un rôle de premier plan dans les nouveaux domaines fonctionnels d'intérêt*. Le Secrétariat et le Conseil doivent identifier de nouvelles collaborations en vue de la mise en œuvre des objectifs du nouveau Plan stratégique. À titre d'exemple, le Secrétariat appuie depuis plusieurs années les activités visant à promouvoir l'apprentissage de la lecture, y compris les ateliers récents visant des programmes de mise en œuvre, mais tous les partenaires doivent maintenant travailler de pair pour que ce travail prenne de l'ampleur. Le programme de travail du Secrétariat dans le futur immédiat tiendra compte des réflexions récentes autour des pays fragiles. Dans l'immédiat, cela signifie que tous les partenaires doivent travailler d'une façon plus efficace visant à permettre aux enfants de tirer pleinement profit du développement quantitatif et qualitatif de l'enseignement. Il existe un besoin pour des programmes ciblant des pays tels que le Nigéria et la RDC, où il existe encore un grand nombre d'enfants non-scolarisés, et des programmes comme celui du Développement de la petite enfance pour les enfants les plus marginalisés, ainsi que les programmes visant les enfants handicapés ou les enfants en situation de travail. Depuis longtemps les programmes visant à assurer une nutrition et des soins de santé adéquats aux enfants scolarisés ont été reconnus comme étant parmi les approches les plus efficaces au développement. Un paramètre crucial pour évaluer la réussite du programme de travail du Secrétariat est la mesure dans laquelle il favorise les échanges sectoriels sur les nouveaux domaines susceptibles de présenter un intérêt, et appuie un dialogue autour de l'urgence et l'innovation.

7.7. *Donner au Directeur général les moyens de réussir sa mission*. Enfin, la redynamisation de la relation de travail entre le Secrétariat le Conseil d'administration doit constituer pour les responsables de ces entités une priorité urgente dans le cadre de la création du poste de Directeur général. Les futures fonctions du responsable/Directeur général méritent de faire l'objet d'échanges réfléchis, transparents et pluriels au sein du

Conseil d'administration. La réussite à ce poste sera déterminée par les moyens accordés au titulaire -il doit être en mesure de gérer les idées, de guider les travaux du Conseil d'administration et de faire valoir son point de vue sur les réformes techniques et sur l'économie politique du changement qui leur est associée dans le secteur de l'éducation.

7.8. L'année qui vient va être cruciale pour le Secrétariat et pour le Partenariat compte tenu de la mise en œuvre du nouveau Plan stratégique et du nombre record de pays censés présenter des demandes d'assistance financière au Partenariat. Un dialogue permanent entre le Conseil d'administration et le Secrétariat sur les questions évoquées plus haut, conduit de manière à résoudre les problèmes dans la transparence, permettra de garantir des résultats fructueux et d'ouvrir la voie au renforcement du Partenariat jusqu'à 2015 et au-delà.

ANNEXE 1 :

Approbation des financements pour la préparation de plans sectoriels de l'éducation et de financement pour la mise en œuvre du programme pour la période comprise entre le 1er juillet 2012 et le 22 octobre 2012

Approbation des financements pour la préparation de plans sectoriels de l'éducation depuis le 1er juillet 2012					
Pays	Entité de gestion	Montant	Commission de gestion de l'entité	Total	Date d'approbation
Bénin	Banque mondiale	$56 200	$984	$57 184	9 juillet 12
Haïti	Banque mondiale	$129 500	$2 266	$131 766	24 juillet 12
Somalie	UNICEF	$250 000	$17 500	$267 500	24 juillet 12
République centrafricaine	Banque mondiale	$126 600	$2 216	$128 816	30 juillet 12
Cameroun	Banque mondiale	$200 000	$3 500	$203 500	30 juillet 12
Gambie	Banque mondiale	$250 000	$4 375	$254 375	30 juillet 12
Pakistan	UNICEF	$250 000	$17 500	$267 500	30 juillet 12
Sierra Leone	Banque mondiale	$250 000	$4 375	$254 375	30 juillet 12
Comores	UNICEF	$150 000.00	$10 500	$160 500	6 août 12
Guinée	Banque mondiale	$250 000.00	$4 375	$254 375	22 octobre 12
Total		**$1 912 300**	**$67 591**	**$1 979 891**	

Approbation des financements pour la préparation du programme depuis le 1er juillet 2012					
Pays	Entité de gestion	Montant	Commission de gestion de l'entité	Total	Date d'approbation
Mauritanie	Banque mondiale	$170 000	$2 975	$172 975	21 août 12
Mali	Banque mondiale	$200 000	$3 500	$203 500	30 août 12
Sao-Tomé et-Principe	Banque mondiale	$200 000	$3 500	$203 500	30 août 12
Sierra Leone	Banque mondiale	$207 567	$3 632	$211 199	27 sept.12
République centrafricaine	Banque mondiale	$196 000	$3 430	$199 430	1er oct12
Haïti	Banque mondiale	$120 200	$2 104	$122 304	1er oct12
Total		**$1 093 767**	**$19 141**	**$1 112 908**	

ANNEXE 2 : Les décaissements pour les financements pour la mise en œuvre des programmes (30 septembre 2012)

			Allocations (US$m)								Décaissements cumulés	
	Pays	ES	2003-06	2007	2008	2009	2010	2011	2012 (à Q3)	2003-12	Total	%
1	Afghanistan	UNICEF	-	-	-	-	-	55.7	-	55.7	9.0	16%
2	Bénin	BM	-	76.1	-	-	-	-	-	76.1	69.8	92%
3	Burkina Faso	BM	-	-	102.0	-	-	-	-	102.0	102.0	100%
4	Cambodge	BM	-	57.4	-	-	-	-	-	57.4	55.6	97%
5	Cameroun	BM	47.3	-	-	-	-	-	-	47.3	47.1	100%
6	République centrafricaine	BM	-	-	37.8	-	-	-	-	37.8	33.0	87%
7	Côte d'Ivoire	BM	-	-	-	-	-	41.4	-	41.4	-	0%
8	Djibouti Allocation 1	BM	8.0	-	-	-	-	-	-	8.0	8.0	100%
	Djibouti Allocation 2	BM	-	-	-	-	4.0	-	-	4.0	1.9	48%
9	Ethiopie Allocation 1	BM	-	70.0	-	-	-	-	-	70.0	68.1	97%
	Ethiopie Allocation 2	BM	-	-	-	-	98.0	-	-	98.0	88.5	90%
10	Gambie Alloc 1	BM	13.4	-	-	-	-	-	-	13.4	13.4	100%
	Gambie Alloc 2	BM	-	-	28.0	-	-	-	-	28.0	25.0	89%
11	Ghana Allocation 1	BM	19.0	-	-	-	-	-	-	19.0	19.0	100%
	Ghana Allocation 2	BM	14.2	-	-	-	-	-14.2	-	0.0	-	
	Ghana Allocation 3	BM							75.5	75.5	-	0%
12	Guinée	BM	-	117.8	-	-	-77.8	-	-	40.0	22.4	56%
		UNICEF	-	-	-	-	24.0	-	-	24.0	24.0	100%
13	Guinée-Bissau	BM	-	-	-	-	-	12.0	-	12.0	-	0%
14	Guyane Allocation 1	BM	12.0	-	-	-	-	-	-	12.0	12.0	100%
	Guyane Allocation 2	BM	-	-	20.5	-	-	-	-	20.5	20.7	101%
15	Haïti	BM	-	-	-	-	22.0	-	-	22.0	19.5	88%
16	Kenya	BM	121.0	-	-	-	-	-	-	121.0	121.0	100%
17	République kirghize	BM	15.0	-	-	-	-	-	-	15.0	13.4	89%
18	RDP Lao	BM	-	-	-	-	30.0	-	-	30.0	13.1	44%
19	Lesotho Allocation 1	BM	11.9	-	-	-	-	-	-	11.9	11.6	97%
	Lesotho Allocation 2	BM	-	-	-	20.0	-	-	-	20.0	1.4	7%
20	Libéria	BM	-	-	-	-	40.0	-	-	40.0	7.3	18%
21	Madagascar Alloc 1	BM	60.0	-	-	-	-	-	-	60.0	60.0	100%
	Madagascar Alloc 2	UNICEF	-	-	-	15.0	-	-	-	15.0	15.0	100%
		UNICEF	-	-	-	-	22.0	-	-	22.0	22.0	100%
		UNICEF	-	-	-	-	27.0	-	-	27.0	27.0	100%

			Allocations (US$m)								Décaissements cumulés	
	Pays	ES	2003-06	2007	2008	2009	2010	2011	2012 Q1 + Q2	2003-12	Total	%
22	Malawi	BM	-	-	-	-	90.0	-	-	90.0	38.2	42%
23	Mali	BM	-	8.7	-	-	-	-	-	8.7	6.6	75%
	Mali	BM	-	-	-	-	-	41.7	-	41.7	-	0%
24	Mauritanie Allocation 1	BM	9.0	-	-	-	-	-	-	9.0	9.0	100%
	Mauritanie Allocation 2	BM	-	14.0	-	-	-	-	-	14.0	14.0	100%
25	Moldavie	BM	8.8	-	-	-	-	-	-	8.8	8.8	100%
	Moldavie	BM	-	-	-	-	-	4.4	-	4.4	0.3	6%
26	Mongolie Allocation 1	BM	17.1	-	-	-	-	-	-	17.1	17.1	100%
	Mongolie Allocation 2	BM	12.3	-	-	-	-	-	-	12.3	12.3	100%
	Mongolie Allocation 3	BM	-	-	-	-	-	10.0	-	10.0	2.0	20%
27	Mozambique	BM	-	79.0	-	-	-	-	-	79.0	79.0	100%
	Mozambique allocation 2	BM	-	-	-	-	90.0	-	-	90.0	13.6	15%
28	Népal	BM	-	-	-	120.0	-	-	-	120.0	68.0	57%
29	Nicaragua	BM	24.0	-	-	-	-	-	-	24.0	24.0	100%
	Nicaragua Allocation 2	BM							16.7	16.7	-	0%
30	Niger	BM	21.0	-	-	-	-	-	-	21.0	20.6	98%
31	Papouasie-Nouvelle-Guinée	BM	-	-	-	-	19.2	-	-	19.2	1.1	6%
32	Rwanda Allocation 1	BM	70.0	-	-		-	-	-	70.0	70.0	100%
	Rwanda Allocation 2	BM	-	-	-	35.0	-	-	-	35.0	35.0	100%
	Rwanda Allocation 3	DFID	-	-	-	-	70.0	-	-	70.0	44.0	63%
33	Sao Tomé-et-Principe	BM	-	3.6	-	-	-	-	-	3.6	3.6	100%
34	Sénégal	BM	-	81.5	-	-	-	-	-	81.5	54.4	67%
35	Sierra Leone	BM	-	13.9	-	-	-	-	-	13.9	11.4	82%
36	Soudan	BM							50.7	50.7	-	0%
37	Tadjikistan Allocation 1	BM	18.4	-	-	-	-	-	-	18.4	18.3	99%
	Tadjikistan Allocation 2	BM	-	-	-	13.5	-	-	-	13.5	8.6	64%
38	Timor Leste Alloc 1	BM	8.2	-	-	-	-	-	-	8.2	8.2	100%
	Timor Leste Alloc 2	BM	-	-	4.9	-	-	-	-	4.9	4.9	99%
	Timor Leste	BM	-	-	-	-	-	2.8	-	2.8	-	0%
39	Togo	BM	-	-	-	-	45.0	-	-	45.0	14.0	31%
40	Viêt-Nam	BM							84.6	84.6	-	0%
41	Yémen	BM	40.0	-	-	-	-	-	-	40.0	40.0	100%
42	Zambie	Pays-Bas	-	-	60.0	-	-	-	-	60.0	60.2	100%
	TOTAL		**550.6**	**522.0**	**253.2**	**203.5**	**503.4**	**153.8**	**227.5**	**2,414.0**	**1,617.5**	**67%**
	Fonds catalytique		***550.6***	***522.0***	***253.2***	***203.5***	***503.4***	***58.7***	***0***	***2,091.4***	***1,617.5***	***77%***
	Fonds du GPE		***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***95.1***	***227.5***	***322.6***	**-**	***0%***